

XXXIV^e Congrès de l'Union Départementale des Syndicats FO d'Indre-et-Loire.

Un constat : malgré les attaques menées par le gouvernement et le patronat contre tous les acquis de la classe ouvrière, les représentants de nos syndicats l'ont dit à ce trente-quatrième congrès : nos syndicats sont intacts, combatifs et en ordre de marche pour préparer et engager la grève interprofessionnelle pour mettre un coup d'arrêt à toutes les contres réformes!

Vingt-deux interventions au congrès de PUD : Muriel NAVARRO Collège; Christophe BODIN Métaux; Alain JOUANNET retraités; Arlette RAMILLON Poste; Eric GRECH CEA; Mickaël BAUDOIN Santé; Philippe OLIVEIRA Pole emploi; Frédéric DUBRINCAT TI Automotiv; Thierry DUVNJAK Indena; Gabriel ROISSIN Commerce; Marc TARDY Défense; Patrick MAGNON CHU TOURS; Erika GREBIC Conseil départemental, Yves HERICIER CNAV; Arielle BONNEFOY Pharmacie; Gilles MOHR Métaux; Eric CHANAL Territoriaux; Ildefonso BENITEZ Hutchinsonson; Isabelle JALLAIS santé privé; Yvan MOQUETTE. Grégoire HAMELIN UD FO37, Frédéric SOUILLOT Confédération-FO.

L'EDITO de « LA GAZETTE »



Par Grégoire Hamelin S.G. de l'UD FO

Recto et verso : en rangs serrés contre la politique d'austérité !



Ils sont tous là les intervenants de ce trente-quatrième congrès. Tous ont dit comment se traduisait dans leur secteur la politique d'austérité en termes de dégradation des conditions de travail, de remise en cause du statut des fonctionnaires et d'attaques contre les droits conventionnels. Il a été aussi question de licenciements, y compris dans le secteur social... Une intervention a attiré l'attention de de « la gazette », celle d'Eric GRECH : Eric nous a raconté l'histoire d'une fermeture : celle du CEA le Ripault à Monts. « Une fermeture définitive » annoncée par le gouvernement et l'abandon du projet de fermeture grâce à la mobilisation des salariés unis autour des revendications : non à la fermeture, maintien du site de tous les postes, de tous les emplois ! Point d'orgue, le déplacement à Monts du Président de la République pour annoncer aux salariés que la fermeture n'aurait pas lieu ! Les salariés auraient mal compris ? Fermer ne voudrait pas dire « fermitude » hum hum... Si, quelque part les salariés du CEA ont montré la voie, La conclusion revient au représentant confédéral qui au final déclare que l'heure était à la préparation non pas d'une journée de grève interpro mais de « la » grève interprofessionnelle ! En avant la musique !

Fataléfo

Au préalable, je voudrais remercier tous les camarades qui ont participé de près ou de loin à la préparation de ce trente-quatrième congrès. Ce n'est pas une mince affaire de préparer la réception, les repas, pour le bon déroulement d'une manifestation qui accueille 400 congressistes.

Je voulais aussi remercier tous ceux qui ont répondu présent à notre invitation. Tous les secrétaires d'UD de la région centre, le secrétaire général de la fédération de la métallurgie en particulier, ainsi que le secrétaire général de l'UD FO 38.

Affluence record au trente-quatrième congrès de Force Ouvrière : c'est ce que la NR a été obligée de souligner dans son édition du 16/10/ 2015. Ce journal reprend quelques chiffres qui témoignent de notre progression et de notre dynamisme au niveau départemental. Ainsi, notre seconde place comme syndicat confédéré dans le département est largement confortée.

Au sujet de notre développement, j'ai indiqué lors de ce congrès que partout où nous étions implantés, nous affichions des résultats très satisfaisants en terme de représentativité.

Notre développement c'est aussi notre première place devant « la cgt » dans la fonction publique d'état.

Si, nous devons poursuivre partout où nous sommes le travail militant engagé pour maintenir nos résultats, il faut maintenant multiplier nos implantations

Suite au verso....

...(suite de l'édito)...

Précisons, notre union de syndicats progresse alors que l'emploi est à la baisse (49673 demandeurs d'emploi en juillet 2015 chiffre de la DIRECCTE. En progression).

Dans ce contexte, jamais à l'UD nous n'avions connu autant de situations dramatiques au travail : règles de droit bafouées, entrave au droit syndical en même temps qu'une augmentation des ruptures conventionnelles...

Malgré ce contexte les salariés du CEA ont réussi à faire reculer le gouvernement. Simplement ils étaient soudés par leurs légitimes revendica-

tions : non à la fermeture du CEA; maintien de tous les postes et de tous les emplois. Il n'y a pas de fatalité !

Il y a le syndicalisme libre et indépendant qui est d'abord un syndicalisme de revendications !

Le climat social devrait encore s'alourdir avec les contre-réformes qui s'annoncent (loi santé, rapport Combexelle, rapport Mettling).

Le 17 septembre 2015, la commission exécutive confédérale déclarait :

« *entériner les dérèglementations en cours, inverser la hiérarchie des normes, s'inscrire dans le*

libéralisme européen destructeur de droit, subordonner le code du travail aux dogmes économiques constitueraient une attaque frontale contre les salariés et les valeurs de solidarité et d'égalité. Dans une telle hypothèse, F.O. s'engagera dans un combat social et républicain.

Mes chers camarades, c'est par le menu et dans le détail que nous avons pu apprécier la mesure des attaques du patronat et du gouvernement lors de ce congrès.

Oui, l'attaque est frontale. Il faut nous préparer au choc : celui de la grève interprofessionnelle !!!

Vive la CGT FORCE OUVRIERE!!

Nombreuses grèves et manifestations à TOURS pour cette rentrée 2015.

Au final elles ont toutes un dénominateur commun :
la défense de la République Sociale !

Le projet de loi « Santé » TOURAINE s'inscrit dans le cadre du pacte de responsabilité qui organise l'austérité budgétaire. Les conséquences de ces mesures sont incompatibles avec les besoins de la population. Par ailleurs, ce projet s'attaque à la Sécurité Sociale et à la place centrale de l'hôpital public.

Il envisage de retirer à la Sécu ses pouvoirs d'organisation du système de soins pour les transférer aux ARS.



La loi « Santé » et les mesures du plan triennal de 3 milliards d'économies, décidées dans le cadre du pacte de responsabilité, ce sont : 22 000 suppressions de postes, les regroupements forcés d'établissements au travers les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT), la remise en cause des jours RTT, des avancements d'échelon et des promotions de grades auxquels il faut

ajouter le gel de la valeur du point d'indice depuis 2010 et jusqu'en 2017 au moins. La situation est tellement intenable que même les représentants des établissements hospitaliers appellent à résister en s'opposant aux injonctions des ARS qui visent à supprimer des milliers de lits.

C'est pour cette raison que le projet de loi « Santé » doit être retiré. 70 ans après sa

Extrait de l'intervention de Caroline BOUTET pour les secteurs hospitaliers et médico sociaux devant la préfecture d'Indre et Loire le 1er octobre 2015.

conquête, la Sécurité Sociale est attaquée comme jamais, alors qu'au contraire, les situations dramatiques d'accès aux soins exigent la préservation de notre système de protection sociale, issu des acquis de 1945 et que soient augmentées très fortement ses ressources.

Le Pacte de « Responsabilité » va amputer 10 milliards d'euros aux budgets de santé au moment où les politiques de santé pourraient être un atout majeur en termes de développement du service public, de proximité, d'emplois créés, de qualifications et de salaires. La Santé n'est pas une dépense, mais une richesse, un investissement pour le bien-être de la population et de l'économie. Il est criminel de restreindre l'offre de soins.

Salaires, Emplois, Sécurité Sociale, Accès aux Soins,

LE RETRAIT IMMÉDIAT du projet de la Loi « Santé » !

LE RETRAIT du Pacte de « Responsabilité » !

NON aux 22 000 suppressions de postes

NON aux soins « Low-cost »

NON aux fermetures de lits et de services

OUI aux embauches massives dans la santé, le social et le médico-social

TITULARISATION de tous les contractuels

OUI à l'augmentation générale des salaires

(Rassemblement Jeudi 1er octobre 2015 Place de la Préfecture à Tours à 15H00)

Caroline BOUTET

Professeurs de collèges en grève :

Massivement les professeurs continuent de rejeter la réforme des collèges malgré les efforts « pédagogiques » déployés par la ministre de l'éducation nationale!



120 enseignants (selon la police) rassemblés devant l'inspection académique le 17 septembre ont finalement décidé de se rendre en cortège devant la Préfecture où une prise de parole était organisée.



« La Gazette syndicale » tient à rappeler ici que le mouvement de grève des professeurs était initié par l'ensemble des organisations syndicales du secteur au plan national. C'est donc bien, quoi qu'en disent les commentateurs des médias aux ordres, un rejet massif de la profession de la réforme d'autonomie des collèges dont il s'agit.

Et les professeurs d'expliquer :

« *L'autonomie des collèges c'est la fin des programmes d'enseignement nationaux et à terme la fin des diplômes nationaux* »

Un autre prof :
« *C'est la suppression de 400 heures de cours aux collégiens, c'est énorme* »

Un professeur de classe préparatoire (Lycée) est là, dans la manif il engage la conversation :

« *Je suis là parce que je crains l'ordonnancement du même type de réforme à court terme pour les lycées, c'est très inquiétant pour l'enseignement des programmes, les diplômes nationaux et finalement l'école publique laïque et républicaine* »

Précisons, que cette journée de grève s'inscrit dans la poursuite d'un mouvement de contestation initié dès l'annonce de la réforme par le la Ministre Vallaud-Belkacem qui appelle au dialogue social !.

D'emblée, un certain nombre d'organisations syndicales (en particulier le SNLC FO) avaient vivement manifesté leur désaccord au sujet de la mise en œuvre de la réforme.

Puis face au faux-semblant du dialogue avec la ministre et son gouvernement, une première journée de grève était organisée en juin pour faire obstacle à cette réforme... En vain, le gouvernement de dialogue ayant décidé de passer en force !!

Dans la manifestation, ce 17 septembre les discussions continuent, sur les moyens pédagogiques, sur les formations obligatoires non rémunérées (hors temps de travail)...

Pour la gazette, c'est clair : s'attaquer à l'école laïque publique c'est s'attaquer au fondement du socle républicain..

Correspondant de la gazette

U.D. F.O. 37: Maison des syndicats, La Camusière, 18, rue de l'Oiselet 37550 Saint-Avertin.
Téléphone : 02 47 38 54 43 Télécopie : 02 47 37 91 00 Courriel : udfo37@force-ouvriere.fr